



**Mouvement
Européen**
Gironde

LA LETTRE DU ME-F GIRONDE

9 MAI 2024 - FETE DE L'EUROPE



Chers adhérents et sympathisants,

nous sommes heureux de profiter de cette journée de la **Fête de l'Europe** pour vous envoyer notre Lettre, qui pour des raisons techniques vous est adressée sous sa forme plus traditionnelle.

A un mois du scrutin du 9 juin, il est temps que la campagne rentre dans le vif du sujet. Certes des débats animés ont déjà eu lieu, mais les listes et programmes sont à peine bouclées et nombreux sont les partis qui tentent de faire de ce scrutin un premier tour des présidentielles de 2027 !

Or les enjeux sont tout autres, comme brillamment exposé dans le numéro spécial du Courrier International mentionné ci-dessous. Dans cette Lettre, nous vous proposons **un argumentaire** à utiliser face à ceux qui douteraient de l'utilité d'aller voter le 9 mai ("Que leur répondre?"). Nous revenons aussi sur le débat du 9 mars sur **la transition écologique**. Et nous vous faisons part de l'une des **avancées sociales** de ce mandat, la directive sur les travailleurs des plateformes adoptée tout récemment, après de longues et difficiles négociations.

Cette année le « **Joli Mois de Mai** », qui traditionnellement met l'Europe en valeur dans la Région, arrive à un moment crucial. Le MEF33 met tout en œuvre pour convaincre les électeurs d'aller voter, et de voter pour une Europe plus forte. Nous vous rappelons ci-dessous les événements prévus par le MEF33 et par ses partenaires dans les jours et semaines à venir.

Venez nombreux, et aidez-vous à militer pour « l'Europe pour de bon! ».

Cordialement,

Hélène Clark Dageville
Présidente
Mouvement Européen Gironde

* * * * *

LE JOLI MOIS DE MAI: DEMANDEZ LE PROGRAMME!

Nous attirons particulièrement votre attention sur les deux événements suivants organisés par le MEF33 et le JE Bordeaux :

Soirée-Débat Lundi 13 Mai à 20h15 à l'Utopia St Siméon de Bordeaux **"Les groupes de pression menacent-ils la démocratie européenne ?"**

Projection du film "Une affaire de principe", suivie d'un débat animé par le Mouvement Européen, en présence de Monsieur Sébastien GUIGNER, maître de conférence en science politique à Sciences-Po Bordeaux, spécialiste des lobbies et groupes d'influence ainsi que de Monsieur Jean-Marc DESFILHES, assistant parlementaire au Parlement Européen, qui était assistant parlementaire du député José Bové à l'époque des événements décrits dans le film. Son personnage a inspiré le réalisateur et le scénariste pour le rôle interprété par Thomas VDB.
Achetez vos places directement au cinéma.

A noter qu'un CinéDébat avec Europe Direct et le MEF33 autour du même film aura lieu au cinéma Les Colonnes de Blanquefort le **17 mai au soir**.

Le Grand Débat du Lundi 27 mai 18h : « Quelle vision de l'Europe nous propose-t-on ? »

Un débat avec des candidats à la députation européenne des principales listes françaises pour les élections du 9 juin. Une occasion de les interroger sur leur vision de l'Europe et leurs réponses aux principaux défis de la prochaine mandature.
*Institut de Journalisme de Bordeaux Aquitaine**
1 rue Jacques Ellul
33800 Bordeaux (arrêt de tram Sainte Croix ou Tauziat, lignes C ou D)
Inscription recommandée [ici](#).

Consultez [ici](#) le **programme de la Maison de l'Europe de Bordeaux**, reprenant de nombreuses initiatives d'acteurs locaux dont le MEF33.

ALLER VOTER OU PAS: QUE LEUR RÉPONDRE?

par Olivier Michaud, Secrétaire Général MEF33

Dans les discussions qui ne manqueront pas d'être animées avec vos amis et votre famille jusqu'au 9 Juin, reviendra certainement la sempiternelle question sur le caractère démocratique ou non des institutions européennes en comparaison avec les institutions françaises.

En fait, c'est un excellent sujet pour inciter à aller voter. Parce que si l'on s'y intéresse sérieusement, on se rend rapidement compte que notre vote a beaucoup plus d'influence aux élections européennes qu'aux élections législatives françaises.

En effet, pas de 49.3 au Parlement Européen. Le 49.3 est un dispositif qui permet au gouvernement français de faire adopter un projet de loi sans vote des députés, en engageant sa responsabilité. Cela signifie que le texte est adopté automatiquement, sauf si une motion de censure est déposée dans les 24 heures suivant son annonce. Ce mécanisme peut être considéré comme contraire à l'esprit démocratique car il limite le débat parlementaire et restreint la possibilité pour les représentants du peuple de modifier ou de rejeter un projet de loi. Mais c'est ce que vit la France depuis 2 ans, puisque le parti présidentiel et ses alliés n'ont pas la majorité au parlement. La quasi-totalité des textes qui ont été votés n'ont pu l'être que grâce au 49.3, les différentes oppositions n'ayant jamais réussi à trouver une majorité de votants pour censurer le gouvernement.

En revanche, les projets de loi européens proposés au Parlement Européen par la Commission Européenne, la plupart du temps dans le cadre d'orientation générales données par le Conseil Européen (qui est la voix des gouvernements des états membres), passent par un processus législatif qui implique débats, amendements et votes. Depuis le Traité de Lisbonne, le Parlement Européen est sur pied d'égalité avec le Conseil de l'UE dans la plupart des domaines de compétence de l'UE. Les députés européens ont ainsi la possibilité de modifier considérablement les textes, et tant qu'un accord avec le Conseil de l'UE n'est pas conclu, le projet n'est pas adopté, et ne devient donc pas une directive européenne transposable dans les états membres. Le Parlement Européen est donc réellement un lieu d'exercice démocratique.

Adopter un texte par un vote majoritaire, dans une assemblée sans groupe politique majoritaire impose négociation et accord intergroupe. C'est encore une énorme différence avec la France !

De plus, le Parlement Européen est composé de députés élus au suffrage direct proportionnel par l'ensemble des citoyens de l'Union européenne. Il a une vraie légitimité démocratique.

Rappelons également que la désignation du/de la Président.e de la Commission européenne passe par un vote au PE !

Il n'y a pas de meilleurs arguments pour aller voter. Ne jamais l'oublier!

RETOUR SUR NOTRE DEBAT DU 9 MARS: « LA TRANSITION ECOLOGIQUE POUR DE BONI ! »

Tel était le thème du débat organisé par le MEF à l'Athénée Municipal le 9 mars, en présence de près de 150 participants. La Conférence a commencé par une mise en perspective, où **Carlos Manuel Alves**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, a rappelé l'importance de l'échelon européen en matière de politique de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Il a présenté le Pacte Vert comme un « verre à moitié plein », les ambitions de départ ayant été progressivement remises en cause suite aux crises successives du Covid, du pouvoir d'achat et de la guerre en Ukraine. La table ronde animée par **Hervé Moritz**, Président du mouvement Européen France, a permis aux représentants de sept partis politiques en lice pour les élections européennes de faire connaître leur point de vue sur le Pacte Vert et l'approche qu'ils préconisent pour le futur mandat européen en rapport avec la transition écologique. Étaient présents: **David Corman**, député européen, en 2ème place sur la liste Europe Ecologie les Verts; **Grégoire de Fournas**, député de la Gironde, Rassemblement National; **Sven Franck**, tête de liste du parti Volt France pour les élections européennes; **Emma Fourreau**, coanimatrice des Jeunes Insoumis au niveau national, candidate au PE liste LFI; **Guillaume Garrigues**, Conseiller Municipal de Talence chargé des mobilités et Conseiller à la Métropole de Bordeaux, Les Républicains; **Pascal Lavergne**, député 12ème circonscription de Gironde, Renaissance; **Eric Sargiacomo**, Conseiller Régional Nouvelle Aquitaine, Candidat au PE sur la liste Parti Socialiste-Place Publique. Les intervenants ont généralement soutenu l'ambition du **Pacte Vert** mais regretté qu'il n'ait pas été assorti de moyens budgétaires suffisants (Verts, LR, PS), qu'on ne se donne pas assez de temps pour sa mise en œuvre (Renaissance) ou qu'il n'aille pas assez loin sur certains volets comme l'énergie (LR). Le PS plaide pour un Fonds Social pour le Climat alimenté par des ressources propres. Le RN est plus critique sur le Pacte qui reflète selon lui une «écologie punitive» et conduit l'Europe à se « tirer une balle dans le pied » face à la concurrence internationale. Pour LFI, les mesures positives du Pacte

sont contredites par d'autres mesures européennes tels que les accords commerciaux ou l'austérité budgétaire.

Tout en se félicitant de l'introduction d'une **taxe carbone** aux frontières, plusieurs intervenants ont souhaité qu'elle soit étendue à d'autres produits. Le RN a souligné les risques de délocalisation liés au fait qu'elle ne porte que sur les matières premières et non les produits finis.

La question des **normes européennes** a été largement abordée, pas tant pour critiquer leur lourdeur que pour souligner l'avantage de normes s'appliquant sur tout le territoire de l'UE (LR) ou le besoin que ces normes s'imposent à nos importations. Pour le RN, il faut plus unifier les normes pour éviter une concurrence déloyale dans l'UE.

Les **agriculteurs** sont particulièrement concernés par la transition écologique et il est important de leur donner plus de temps pour s'adapter (Renaissance). L'UE offre l'avantage de disposer à la fois de normes communes - garantes de l'excellence de notre agriculture - d'un grand marché et d'un budget, mais ce dernier pourrait être mieux utilisé (Verts). La renationalisation partielle de la PAC introduite avec la dernière réforme est à l'origine de certains problèmes actuels (différentes exigences selon les pays). LFI est en faveur d'une réforme de la PAC qui assure une meilleure intégration avec le Pacte et réorienter les aides vers l'installation et vers les petites exploitations, alors que le RN estime qu'on ne peut pas revenir à l'agriculture des années 50. Volt prône une approche de proximité pour la PAC.

Quant à l'**avenir de l'Europe**, D. Corman estime qu'être pleinement souverain aujourd'hui implique d'être en faveur d'un fédéralisme européen, alors que le RN déplore que l'UE avance vers le fédéralisme « à marche forcée ». Pour le PS, on a besoin de plus d'Europe et plus de régulation; il faut éviter un détricotage de l'UE. Renaissance prône plus d'Europe sociale pour faire converger les coûts de production.

Le débat a ainsi permis de mettre en évidence tant les points de convergence que les différences d'approches entre partis sur l'un des enjeux majeurs pour le prochain mandat du Parlement Européen.

UNE AVANCEE POUR L'EUROPE SOCIALE: LA DIRECTIVE SUR LES TRAVAILLEURS DES PLATE-FORMES ENFIN ADOPTEE

L'une des propositions de la Commission les plus controversées du mandat en cours a fait l'objet d'un accord au niveau du Conseil de l'UE le 11 mars. Cette proposition vise à accorder une meilleure protection des droits des travailleurs agissant pour des plateformes numériques. Ceux-ci sont estimés à 28 millions dans l'UE et travaillent le plus souvent (90%) avec un statut d'indépendant. Or nombreux sont ceux parmi eux (environ 5,5 millions selon la Commission), notamment dans les secteurs de la livraison de repas ou des transports, qui ont en réalité un lien de subordination avec leur employeur. La proposition de la Commission visait à créer une présomption de salariat dès lors que certains critères prouvant cette subordination étaient remplis, avec l'avantage pour ces travailleurs de bénéficier de meilleures conditions de travail (salaire, congés) et de protection sociale (maladie, chômage, retraite...).

Un accord entre Conseil et Parlement s'est révélé très difficile car le PE poussait pour un assouplissement des critères, tandis que plusieurs Etats membres voulaient les durcir, pour protéger soit leur avantage comparatif, soit leurs champions nationaux, soit encore leur modèle de négociation collective. La France, le pays européen comptant le plus de travailleurs de plateforme, était parmi les Etats membres hostiles au texte et a poussé pour des critères plus stricts.

Le compromis finalement trouvé au niveau du Conseil l'a été au prix d'un affaiblissement de la proposition, la définition des critères établissant la présomption étant renvoyée aux législations nationales. Toutefois, la directive donnera aux travailleurs concernés des moyens renforcés pour faire valoir leurs droits. Une adoption formelle par le Conseil et le Parlement Européen est encore nécessaire mais semble acquise.

Avec cette directive ainsi que celle de 2022 sur les salaires minimums et celle de 2019 sur « les conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'UE », l'UE aura notablement avancé sous la mandature en cours pour renforcer les droits des travailleurs précaires et atypiques.

Le MEF33 SUR RADIO R.I.G 90.7fm

Depuis le début de l'année, vous pouvez entendre Le Mouvement Européen Gironde chaque mois pendant une semaine (du lundi au vendredi) dans la matinale européenne de la radio RIG. Cette radio locale consacre 5mn à l'Europe tous les matins à 8h45. Les émissions sont assurées alternativement par le MEF33, la Maison de l'Europe de Bordeaux (MEBA) et le Centre Europe Direct de Bordeaux-Gironde. C'est ainsi que vous aurez pu entendre Olivier Michaud, Sébastien Thierry (respectivement Secrétaire Général et Secrétaire Général Adjoint du MEF33) et Laurent Eliazewicz (ex membre du CA MEF33) parler de mobilité européenne du 25 au 29 mars, et Hélène Clark Dageville (Présidente) parler du Manifeste du MEF pour les élections européennes du 8 au 12 avril.

Ecoutez nous sur RIG 90.7fm ou en cliquant [ici](#).

SITES ET LECTURES RECOMMANDES

COURRIER INTERNATIONAL : « EUROPE, ATTENTION FRAGILE », Hors série, 74 pages

Bien connu des amateurs de presse étrangère, l'hebdomadaire Courrier international publie un n° hors série consacré à l'Union européenne et aux défis qui sont les siens.

Elargissement, défense, environnement, migrations, montée des extrêmes, etc. : sous les plumes de journalistes allemands, italiens, belges, espagnols mais aussi ukrainiens, croates ou lituaniens, aucun de ces défis n'est oublié, justifiant le titre donné à cette publication. Inquiets de cette fragilité, les contributeurs le sont indiscutablement (l'interview de l'historien néerlandais Luuk van Middelaar pressant les Européens de prendre la mesure de l'urgence qui est devant eux doit être particulièrement signalée de ce point de vue ...). On ne ressort pas pour autant découragés de cette lecture, bien au contraire. Si le ton employé est inquiet, il est bien loin d'être résigné. Fragile, l'Europe l'est sûrement, mais devant une telle richesse d'analyses issue d'articles écrits aux 4 coins de l'Europe, on se dit qu'elle est bien loin de manquer de forces et de talents.

« VOYAGE EN EUROPE » de François Reynart, Ed. Fayard

S'arrêter face au trône de Charlemagne, dans la cathédrale d'Aix-la-Chapelle, pour rêver d'un empire qui fonda l'Europe. Se promener dans les rues de Nuremberg, de Bruges, de Gênes pour raconter la résurrection des villes et l'invention de l'économie, au Moyen Âge. Arpenter les falaises de Sagres, au sud du Portugal, pour imaginer le prince Henri le Navigateur guettant à l'horizon le retour des caravelles. Retrouver, en Pologne, le chanoine Copernic, qui chamboula notre rapport à l'univers. Chercher, dans les couloirs de Westminster, l'âme du parlementarisme et dans la salle du Jeu de Paume à Versailles celle de la Révolution française. Profiter d'une promenade d'un bout du continent à l'autre, pour explorer son passé.

En ce début de XXI^e siècle, les passions nationales flambent de nouveau. Nombre d'Européens n'imaginent plus l'avenir que dans le repli alors que notre histoire est indissociable de celle du continent. Un Espagnol et un Polonais, un Allemand et un Français ont en commun le Moyen Âge et ses châteaux, la Renaissance, les Lumières, les bouleversements consécutifs à la Révolution française, la révolution industrielle, les deux guerres mondiales. C'est une évidence, et elle est oubliée. Le but de cette promenade est de lui redonner force et vie.

« MARTHE ET MATHILDE » de Pascale Hughes

L'une est française et l'autre allemande. Deux guerres ont tenté de les diviser, mais leur amitié a survécu à tout. Tantôt vainqueures, tantôt vaincues, elles ont montré à tous, par leur attachement indéfectible, qu'une paix franco-allemande était possible. Devenue journaliste, leur petite-fille raconte le récit exceptionnel d'une amitié au long cours, qui nous plonge dans l'histoire de l'Alsace et des grandes déchirures du XX^e siècle.

Site: "Ce que l'Europe fait pour moi"

Le site internet interactif et multilingue "Ce que l'Europe fait pour moi" <https://what-europe-does-for-me.europarl.europa.eu/fr/home> créé par le service de recherche du Parlement européen propose des centaines de documents d'une page, faciles à lire. Ils donnent des exemples de l'action positive de l'Union européenne dans la vie quotidienne de ses citoyens. Les utilisateurs peuvent aisément trouver des informations spécifiques sur ce que fait l'Europe pour leur région, leur secteur d'activité ou leurs loisirs. Près de 2 000 documents d'une page sont disponibles. Ils peuvent être lus, partagés ou réutilisés en tant que pages en ligne ou fichiers PDF.



Rejoignez le Mouvement Européen

Le Mouvement Européen-France (ME-F) est une association qui regroupe, au-delà de leur appartenance politique, les hommes, les femmes et les associations qui souhaitent s'engager en faveur de la construction européenne. Il mène des actions d'information et de sensibilisation aux questions européennes et encourage un dialogue ouvert et non partisan entre tous les acteurs concernés. Les Jeunes Européens-France rassemblent les adhérents de moins de 35 ans du Mouvement. En savoir plus [ici](#).

Mouvement Européen France-Gironde et Jeunes-Européens-Bordeaux
sont les acteurs locaux du Mouvement Européen.
SUIVEZ NOTRE ACTUALITE SUR FACEBOOK :
Mouvement Européen France-Gironde
Les Jeunes Européens Bordeaux

POUR ADHÉRER AU MOUVEMENT EUROPÉEN France :
En ligne : Adhésion
Par courrier : compléter le Bulletin d'adhésion et le joindre à votre chèque

Nos partenaires en Gironde:

EUROPE DIRECT BORDEAUX-AQUITAINE [Site](#)
MAISON DE L'EUROPE BORDEAUX-AQUITAINE [Site](#)
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES - BORDEAUX [Site](#)
BBA INSEEC - BORDEAUX / ECOLE DE COMMERCE EUROPEENNE [Site](#)
RADIO CHRÉTIENNE FRANCOPHONE (RCF) - BORDEAUX [Site](#)
**ASSOCIATION POUR L'UNIFICATION DU DROIT DES AFFAIRES EN EUROPE (AUDE) -
BORDEAUX [Site](#)**
GOETHE INSTITUT - BORDEAUX [Site](#)
CENTRE CULTUREL ESPAGNOL CERVANTES [Site](#)
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS CAMOES - BORDEAUX [Site](#)
CENTRE CULTUREL ITALIEN DANTE ALIGHERI - BORDEAUX [Site](#)
ALLIANCE FRANÇAISE BORDEAUX-AQUITAINE [Site](#)

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos messages, suivez ce lien :
[Veuillez me retirer de votre liste de diffusion](#)